



En format virtuel
23 et 24 juin 2021

Our Gathering • kexwkexwntsút chet
• tə sǫǫ́ip ct • Juin 2021

RAPPORT SOMMAIRE



BC Assembly of First Nations



First Nations Summit



Union of BC Indian Chiefs

Canada

Table des matières

Résumé du rassemblement	3
Résumés des séances.....	5
Points saillants de l'évaluation	22
Conclusion et prochaines étapes	23
Annexe A : Trousse d'information et ordre du jour pour les délégués	24

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec : communicationspublications@sac-isc.gc.ca

www.canada.ca/services-autochtones-canada

1 800 567-9604

ATS seulement 1-866-553-0554

Catalogue : R1-68F-PDF

ISSN 2369-3398

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Services aux Autochtones Canada, 2023.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre : Our Gathering • kexwkexwntsút chet • ta s̄q̄q̄ip ct • June 2021 Summary Report

Résumé du rassemblement

La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sǰəǰip ct, qui s'est tenue les 23 et 24 juin 2021, était la seconde rencontre de 2021 des chefs, des conseillers, des administrateurs, des Aînés et des jeunes des Premières Nations de la Colombie-Britannique, à laquelle ont participé des membres du Conseil des leaders des Premières Nations et des représentants de Services aux Autochtones Canada (SAC) et de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC). Le rassemblement, qui s'est tenu virtuellement en raison de la pandémie, a été organisé conjointement par le Conseil des leaders des Premières Nations, qui réunit des représentants du Sommet des Premières Nations, de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique et de l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique, en collaboration avec SAC et RCAANC. *La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sǰəǰip ct*, a été animée par Jessie Hemphill et Harold Tarbell.

Présences

Le rassemblement organisé au mois de juin a réuni 248 participants. Les participants des Premières Nations représentaient 76 communautés des Premières Nations de la Colombie-Britannique.

Programme

Des représentants des Premières Nations, d'organisations autochtones et du gouvernement fédéral se sont réunis pour échanger et discuter d'une variété de sujets conçus spécialement pour les personnes travaillant dans l'administration des Premières Nations. L'administration fait partie intégrante des opérations quotidiennes des Premières Nations, et le travail n'a fait que se compliquer pendant la pandémie de COVID-19. Par conséquent, ces séances ont été conçues pour permettre aux personnes qui travaillent dans l'administration des Premières Nations d'entrer en contact direct avec d'autres personnes partout dans la province qui assument des rôles similaires et de tenir des discussions sur une variété de sujets pertinents pour l'administration des Premières Nations.

Protocoles culturels

Les protocoles culturels ont constitué un élément important de *La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sǰəǰip ct*. L'Aîné J'SINTEN, John Elliot, de la Première Nation de Tsartlip, a ouvert le rassemblement par un chant d'honneur et de bienvenue. La prière d'ouverture de la deuxième journée a été prononcée par l'Aînée Darlene McIntosh de la Première Nation de Lheidli T'enneh.



Aîné J'SINTEN, John Elliot, Première Nation de Tsartlip



Aînée Darlene McIntosh, Première Nation de Lheidli T'enneh

L'autorité sanitaire des Premières Nations (First Nations Health Authority) a mis à disposition un soutien de santé et un soutien culturel offerts par la Tsow-Tun Le Lum Society et la Indian Residential School Survivors Society tout au long de *La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sǫǫǫip ct.* À tout moment, les participants ont pu entrer en contact avec un membre de l'équipe de soutien de leur choix par téléphone, par SMS ou par clavardage dans une salle de réunion sur la plateforme Zoom.

Soutien technique

Le Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations (SFPPN) a fourni un soutien technique, logistique et promotionnel lors de *La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sǫǫǫip ct.* C'est la plateforme Zoom qui a été retenue pour les visioconférences. Un espace de partage de documents sur le Web a servi de bibliothèque de ressources afin que les participants aient accès à des documents tels que l'ordre du jour, la trousse d'information des participants et les informations sur les personnes fournissant un soutien culturel. Un sondage en ligne a été proposé pour recueillir les évaluations des participants concernant l'événement.

Résumés des séances

Les résumés des séances plénières et en petits groupes qui suivent sont accompagnés d'une brève description, des points saillants des propos tenus et des mesures de suivi.

Salutations, prière d'ouverture et chant d'honneur

Conférencier

- *Elder J'SINTEN, John Elliot, Première Nation de Tsartlip*

Ce qui a été entendu

Le rassemblement a débuté par un moment de silence en hommage aux tombes anonymes situées sur le site de l'ancien pensionnat indien de Kamloops et à tous les enfants autochtones qui ne sont jamais rentrés chez eux, ainsi qu'aux survivants, aux familles et aux communautés qui vivent la tragédie persistante de l'héritage du système des pensionnats indiens partout au Canada. L'Aîné J'SINTEN, John Elliot, de la Première Nation des Tsartlip, a ensuite prononcé une prière d'ouverture et un chant d'honneur.

Préparation

Conférenciers



*Chef régional Terry Teegee
Assemblée des Premières Nations de la C.-B.*



*Angela Bate, directrice générale
Traités et gouvernement autochtone, Négociations Ouest
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada*



*Bill Guerin, directeur général régional par intérim
Services aux Autochtones Canada, région de la C.-B.*



Harold Tarbell, modérateur



Jessie Hemphill, modératrice

Ce qui a été entendu

Le chef régional Terry Teegee, au nom du Conseil des leaders des Premières Nations, a souhaité la bienvenue à toutes les personnes participant à *La Rencontre, kexwkexwntsút chet, tã sǰǎǰip ct* et a remercié les hôtes (Conseil des leaders des Premières Nations, RCAANC et SAC). Puisque le rassemblement portait surtout sur les administrateurs de bande, le chef régional Teegee a reconnu « les problèmes permanents auxquels sont réellement confrontés nos administrateurs, notre chef et notre Conseil pour représenter et défendre les intérêts de notre peuple ». Le chef régional Teegee a également souligné les efforts inlassables qu'ils ont déployés pendant la pandémie pour assurer la sécurité des communautés.

Angela Bate, directrice générale, Traités et gouvernement autochtone, Négociations Ouest, RCAANC, a souhaité la bienvenue aux personnes participant à *La Rencontre, kexwkexwntsút chet, tã sǰǎǰip ct* et a souligné que *La Rencontre* est une occasion unique de discuter de sujets importants, notamment des efforts déployés pour établir des collaborations et des partenariats plus sains.

Bill Guerin, directeur général régional par intérim de SAC de la région de la Colombie-Britannique, a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié les hôtes, le SFPPN en sa qualité de partenaire logistique, ainsi que Harold Tarbell et Jessie Hemphill d'avoir animé l'événement. Au cours de son mot de bienvenue, Bill Guerin a également présenté l'objectif de *La Rencontre, kexwkexwntsút chet, tã sǰǎǰip ct*, en précisant que le principal sujet à aborder était l'administration et la gouvernance des bandes, et la façon dont SAC peut mieux travailler avec les Premières Nations et les administrateurs de bande. Bill Guerin a terminé par ces mots : « [...] le temps que nous passons ensemble est réellement une merveilleuse occasion d'écouter, d'apprendre et de pouvoir échanger nos expériences les uns avec les autres. »

« Nous savons que l'année a été très difficile et nous apprécions et soutenons l'énorme travail qui a été accompli au sein des communautés pour assurer la sécurité de celles-ci pendant la pandémie. Le fait que ces efforts soient venus s'ajouter à toutes vos autres activités et que votre action quotidienne se poursuive ne nous échappe pas. » – Bill Guerin

Séance

Groupe de discussion sur les subventions décennales

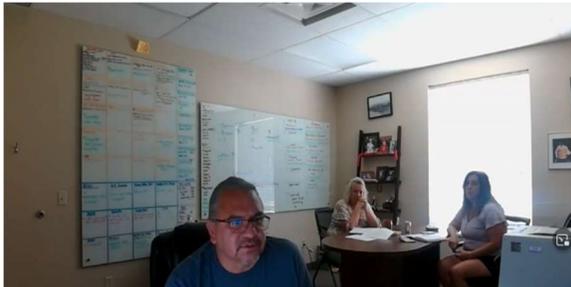
Conférenciers



*Dianne Bastedo, directrice financière
Bande d'Upper Nicola*



*Barbara (« Babs ») Stevens, administratrice en chef
Sue Wood, directrice des finances
Conseil de bande de Skidegate*



*William Charlie, administrateur en chef
Première Nation de Sts'ailes First*



*Paul Andrew, responsable des initiatives
stratégiques/directeur financier par intérim
Première Nation de Sts'ailes*



*Anthony Hadfield, gestionnaire, Opérations des services de
financement
Services aux Autochtones Canada, région de la C.-B.*



*Jody Kaden, directrice, Services de financement, Services aux
Autochtones Canada, région de la C.-B.*

Ce qui a été entendu

Les administrateurs de la bande d'Upper Nicola, du conseil de bande de Skidegate et de la Première Nation de Sts'ailes, ainsi que deux représentants de SAC, ont fait le point sur la mise en œuvre du programme de subventions de 10 ans. Les administrateurs des bandes ont présenté une vue d'ensemble de haut niveau du lien entre la subvention et les étapes progressives vers l'autodétermination, ainsi que des exemples de résultats positifs et de défis à relever pour la mise en œuvre de la subvention de 10 ans au sein de leurs communautés.

Les résultats positifs :

- Davantage de contrôle et de flexibilité de la part des Premières Nations en ce qui concerne la planification et les dépenses à court et à long terme, et moins de surveillance, de rapports commandés et de directives de la part de SAC en ce qui concerne les possibilités d'action des Premières Nations.
- La certitude de disposer des fonds de subvention à l'avance pour pouvoir gérer les flux de trésorerie et de pouvoir conserver les fonds non dépensés (excédentaires).
- La capacité de proposer des programmes et des services adaptés à la culture et de rendre des comptes aux membres.
- La réduction de la charge de travail liée à la production de rapports (bien que des exceptions aient été notées) et le format de rapport annuel apprécié par les membres de la communauté.
- La possibilité pour la Première Nation de dépenser les fonds comme bon lui semble (à long terme, à court terme, etc.).
- La facilité à fournir la déclaration d'intérêt et le processus d'admissibilité auprès du Conseil de gestion financière (CGF) de la Première Nation.

« Nous devrions tous chercher à rendre les choses plus faciles pour nos concitoyens. » – Bab Stevens

Les défis :

- L'incertitude générée par les « petits caractères » de l'entente et par les messages de SAC concernant les récupérations et le financement de certains programmes.
- Le manque d'orientation de la part de SAC en ce qui concerne le fonctionnement de la subvention (par exemple, la nécessité d'élaborer de nouvelles politiques pour les dépenses et la gestion des programmes).
- L'incertitude quant aux programmes inclus ou exclus dès le départ et à l'avenir (par exemple, le financement du SRCB et du développement professionnel et institutionnel).
- Le manque de transparence et de clarté concernant les ajustements des paiements (mensuels et futurs en raison de l'augmentation des besoins).
- Les difficultés engendrées par les changements apportés au programme par SAC qui ne tenaient pas compte du calendrier budgétaire de la Première Nation conformément à ses lois financières.
- L'incertitude quant au fonctionnement de l'indexation, étant donné que le niveau de financement de base n'a pas augmenté, malgré le fait que nous soyons dans la troisième année du programme.
- La surveillance continue de SAC dans des domaines censés être régis par la Première Nation (par exemple, les programmes de location).
- Les disparités de financement de l'aide sociale découlant de l'augmentation du financement provincial.

*« D'une certaine manière, nous marchons à l'aveuglette. »
– Dianne Bastedo*

Les recommandations des panélistes aux nations :

- Demander davantage d'explications avant de signer la subvention de 10 ans pour savoir sur quels chiffres compter et quels chiffres sont sujets à des ajustements.
- Se préparer aux besoins futurs sur la base des montants actuels du financement de 10 ans en entreprenant une planification.
- Apprendre à connaître les agents du service de financement de SAC et à travailler avec eux, ainsi qu'avec le CGF.

Les recommandations des panélistes à SAC :

- Offrir un financement pour le développement professionnel et institutionnel destiné aux plans de développement rural et aux stratégies de gestion transitoire qui mènent à une relation de nation à nation avec le Canada.
- Examiner le sous-financement systématique des Premières Nations afin d'identifier les insuffisances de financement, dans le but d'établir des relations de nation à nation.
- Mettre en place un programme de partenariat entre les Premières Nations déjà impliquées dans le programme de subventions de 10 ans et celles qui ne le sont pas encore.

La séance s'est terminée par une mise à jour de SAC sur la clause d'indexation et le processus formel de déclaration d'intérêt.

Mesures de suivi

- SAC de la région de la C.-B. aimerait connaître les conseils tribaux et les affiliés qui pourraient souhaiter faire une demande de subvention et communiquera avec eux.
- SAC de la région de la C.-B. discute avec l'administration centrale des répercussions des problèmes budgétaires liés à l'aide sociale.
- SAC évalue actuellement le problème de la suffisance, un sujet qui a été traité tardivement en raison de la pandémie.
- SAC veillera à ce que l'information soit claire sur ce qui relève ou non de la subvention.
- SAC examinera comment mettre en œuvre la suggestion relative au programme de partenariat.

« Il nous faut plus de transparence sur la subvention de 10 ans. Il y a encore beaucoup de zones d'ombre, et au fur et à mesure que les bandes avancent d'année en année en ce qui concerne la subvention, c'est là que nous découvrons ce qu'il en est réellement. »
– *Commentaire d'évaluation d'un participant à la séance*

Séance

Échanges de nation à nation sur le développement des capacités et le parcours vers l'autodétermination

Conférencières



*Colleen Hemphill, négociatrice en chef
Nations de Gwa'sala-'Nakwaxda'xw*



*Trudy Warner, ancienne directrice générale
Premières Nations des Huu-ay-aht*



Angela Wesley, commissaire, Commission des traités de la C.-B., modératrice

Ce qui a été entendu

Colleen Hemphill, des Premières Nations Gwa'sala-'Nakwaxda'xw, et Trudy Warner, des Premières Nations Huu-ay-aht, ont fait part des leçons tirées du parcours de leurs nations vers l'autodétermination. Les deux présentations ont mis l'accent sur les capacités nécessaires à différents moments du parcours vers l'autodétermination et l'édification de la nation, ainsi que sur l'importance de la communication avec les membres de la communauté et de leur mobilisation au cours de ce parcours.

Colleen Hemphill a expliqué que la communauté avait choisi de renforcer les membres par la guérison, puis d'engager une conversation avec eux sur leurs objectifs. En outre, plusieurs initiatives clés de renforcement des capacités ont soutenu la communauté entre le début des années 1990 et aujourd'hui, notamment les suivantes :

- Les Aînés, le chef, les dirigeants et les membres de la communauté ont participé à des programmes de formation sur le renforcement des capacités.
- Des écoles locales ont été construites.
- La communauté s'est engagée dans le processus de négociation de traités en mettant l'accent sur l'autodétermination, la reprise et l'achèvement des activités culturelles, ainsi que sur les plans d'éducation, d'utilisation des terres et de développement économique.
- Le chef et le Conseil ont commencé à reconnaître la nécessité de renforcer la gouvernance par la reconnaissance de leurs systèmes héréditaires et de la gouvernance traditionnelle.

- L'administration de la bande a renforcé ses capacités.
- La communauté a entrepris une planification communautaire globale, qui réunit régulièrement les membres.
- La construction d'une grande maison a été prévue pour remplacer la grande maison originale qui a été détruite lorsque la communauté a été forcée de quitter ses terres ancestrales, et un atelier de sculpture a été construit.
- Des programmes de revitalisation de la langue, de médecine traditionnelle et de sécurité alimentaire ont été lancés, et des efforts importants ont été déployés en matière de planification de la législation sur l'enfance et la famille.

« Je mets l'accent sur la grande maison, car on peut clairement dire qu'au fur et à mesure qu'elle grandit, on assiste à une résurgence de notre communauté. » – Colleen Hemphill

Colleen Hemphill a enfin évoqué les efforts actuellement déployés pour obtenir un meilleur contrôle sur les familles et les enfants, sur les infrastructures et les services nécessaires au retour sur les terres ancestrales, sur le rapatriement des artefacts et sur la pêche et la foresterie. En outre, il a été indiqué que la communauté se dirigeait vers l'autodétermination en se dotant d'une structure de gouvernance mixte pour mettre en œuvre des plans en collaboration avec les chefs héréditaires, les matriarches et les membres de la communauté.

Trudy Warner a évoqué les leçons tirées du travail de renforcement des capacités effectué pendant de nombreuses années pour les Premières Nations Huu-ay-aht, et par le biais du processus de négociation de traités, et a expliqué comment la reconstruction de leur gouvernement nécessite de nombreuses étapes tout au long du chemin. Parmi les messages clés, citons la nécessité de faire participer les membres au processus de reconstruction, en aidant chacun à trouver un rôle et en créant une compréhension commune de l'avenir de la nation et du rôle que chacun d'entre eux doit y jouer.

La conversation a ensuite porté sur le « changement massif » que représente pour la communauté le passage de la *Loi sur les Indiens* à un nouveau régime de gouvernance et sur la façon dont les administrateurs pourraient faire face au changement en ayant des discussions avec la communauté sur le nouveau modèle de gouvernance et sur le rôle de chacun dans ce nouveau régime.

En ce qui concerne le renforcement des capacités, Trudy Warner a évoqué la formation et le recrutement, ainsi que les leçons tirées quant à la nécessité de se concentrer sur les domaines clés des fonctions de gouvernance et de soutien. Il s'agit notamment de l'élaboration et de l'interprétation des politiques, de la gestion financière, de la fiscalité, ainsi que de l'examen des domaines prioritaires pour la communauté qui peuvent tirer profit du renforcement des capacités. En outre, les participants ont souligné l'importance de recourir, dans la mesure du possible, aux détenteurs de connaissances traditionnelles, car chacun a un rôle à jouer dans la communauté, et l'importance pour les dirigeants de s'entourer de personnes de haut calibre afin de pouvoir se concentrer sur leur travail plutôt que d'avoir à « plonger » dans d'autres tâches.

La discussion a également porté sur la capacité à gérer les communications et les messages relatifs au processus de négociation des traités, et sur la pertinence de faire converger les dirigeants (politiques et héréditaires), l'administration et les membres de la communauté pour faciliter une compréhension commune du processus de négociation des traités. Trudy Warner a suggéré que d'autres soutiens possibles au renforcement des capacités pourraient consister en un travail plus approfondi en matière

de gestion des terres et de préparation au développement, de préparation à la fiscalité, d'élaboration de procédures pour soutenir l'élaboration de lois et de politiques, de recrutement pour les communautés éloignées et de recherche de fonds adéquats pour soutenir les négociations des traités.

En conclusion, Trudy Warner a tiré des leçons supplémentaires : il convient de fusionner les équipes d'administration et de négociation le plus tôt possible dans le processus de négociation, de continuer à travailler avec les membres de la communauté après le vote sur le traité pour éviter de perdre leur confiance et d'aborder les problèmes qui surgissent dans la communauté au fur et à mesure qu'ils se présentent plutôt que de les remettre à plus tard.

« Les maîtres mots du renforcement des capacités et de la construction d'une nation sont : planifier, planifier, planifier, communiquer, communiquer, communiquer. » – Angela Wesley

Séance

Comment SAC peut-il mieux travailler avec les Premières Nations et les accompagner?

Conférenciers

- *Jessie Hemphill, modératrice*



*Vaughn Sunday, directeur général
Bande indienne d'Adams Lake*



*Sandra Wesley-Olson, directrice des opérations
Bande de Gitw'angak*



*Trish Wuttunee, agente des services de financement,
Services aux Autochtones Canada, région de la C.-B.*



*Vern Bob, gestionnaire par intérim, Opérations des services
de financement, Services aux Autochtones Canada, région
de la C.-B.*

Ce qui a été entendu

La réponse à la pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité pour les responsables de SAC de travailler et de communiquer avec les administrateurs des bandes de manière efficace, rapide et claire.

Cette séance a suscité un dialogue et des commentaires sur ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et sur la façon dont SAC pourrait améliorer et adapter sa relation de travail avec les administrateurs de bande afin de mieux répondre aux besoins de leurs communautés. Les thèmes qui sont ressortis des présentations et des questions portaient sur la nécessité pour SAC de comprendre les communautés, l'équité pour les membres dans les réserves et hors des réserves, l'accès aux fonds et l'amélioration des communications.

Sandra Wesley-Olson a commencé sa présentation en décrivant le terrible bilan des pensionnats, auquel s'ajoutent les répercussions actuelles de la pandémie de COVID-19, et a imploré SAC de mieux comprendre les séquelles des pensionnats sur les survivants et les générations suivantes, afin de mieux répondre à leurs besoins.

*« SAC ne peut pas nous réparer. [...] Vous pouvez nous aider. »
– Sandra Wesley-Olson*

Plusieurs participants en ligne au cours de la séance, dont Sandra Wesley-Olson, ont fait remarquer qu'il n'y avait pas d'équité entre les soutiens apportés au cours de la COVID-19 aux membres hors réserve et aux membres dans les réserves, car les membres hors réserve avaient beaucoup de difficultés à accéder au soutien des centres d'amitié. De plus, elle a fait remarquer que le soutien financier fourni à la Première Nation pour aider les membres hors réserve était inadéquat et déséquilibré par rapport au soutien offert aux membres dans les réserves.

« SAC devrait permettre aux bandes elles-mêmes d'aider et de soutenir leurs membres hors réserve. » – Sandra Wesley-Olson

Vaughn Sunday a insisté sur les moyens d'améliorer la communication :

« [...] j'ai toujours pensé qu'il était préférable d'entretenir une bonne relation avec SAC et de maintenir les canaux de communication ouverts. » – Vaughn Sunday

Au cours de la présentation, Vaughn Sunday a donné l'exemple de la planification de l'infrastructure, qui a été favorisée par le fait que SAC a fourni des modèles de documents à la demande de la communauté, et a expliqué pourquoi le fait de se rendre à Vancouver pour rencontrer les représentants de SAC et le fait que SAC vienne dans la communauté se sont avérés fructueux. Vaughn Sunday a également évoqué les mesures prises par la communauté pour assurer l'équité et la justice dans le financement et le soutien fournis aux membres vivant dans les réserves et hors réserve. Par exemple, la communauté a fourni des fonds pour que les familles hors réserve puissent acheter un vélo ou une planche à roulettes à leurs enfants, soulignant que ce sont parfois les petites choses qui produisent des résultats significatifs.

Des commentaires positifs ont été formulés sur les services de SAC, tels que les conseils, l'information et l'aide à la production de rapports fournis par les agents des services de financement. Plusieurs mesures de suivi ont été formulées par les panélistes et les participants en ligne sur le clavardage.

Mesures de suivi

1. SAC doit mieux comprendre les problèmes sociaux et l'histoire de nos communautés. SAC doit traiter chaque communauté comme une entité distincte, car elles sont toutes différentes.
2. SAC devrait distribuer une plus grande partie de ses fonds opérationnels aux communautés.

3. Il conviendrait d'organiser une formation sur la gestion d'un centre d'opérations d'urgence au niveau de la communauté.
4. Les compléments sur les salaires des bandes versés en raison de la COVID-19 devraient être généralisés, et pas seulement versés à des secteurs ou des programmes spécifiques.
5. Les rapports sont encore trop exigeants dans le cadre de la subvention de 10 ans.
6. SAC devrait fournir des fonds pour moderniser les vieux bâtiments qui ne permettent pas de faire respecter les mesures liées à la COVID-19. Les communautés devraient pouvoir utiliser le Fonds de soutien aux communautés autochtones pour adapter les bâtiments afin de les rendre plus sûrs.
7. Un financement « sans condition » plus important devrait être accordé pour répondre aux besoins immédiats.
8. Toutes les informations relatives au nouveau financement devraient être distribuées en même temps que la modification du financement. Les services de financement et les différents secteurs de programme de SAC devraient coordonner toutes les informations lors de l'envoi des modifications de financement.
9. Les bandes ont besoin d'une meilleure communication sur les différents types de financement visant à faire face à la COVID-19 qui sont disponibles.
10. Les communautés souhaitent toujours que les agents des services de financement et le personnel de SAC se déplacent dans les communautés, surtout pour les aider à mener à bien des projets d'immobilisations.
11. Les communautés ont besoin d'un meilleur service Internet et cellulaire.
12. Les communautés ont besoin d'eau potable.

« Personne ne peut travailler avec nos communautés et les servir sans comprendre notre histoire et comment nous sommes arrivés là où nous sommes aujourd'hui. »

– Jessie Hemphill

Résumé de la première journée

Harold Tarbell, modérateur, a résumé la première journée en dégagant trois thèmes clés :

1. Dire la vérité restera toujours nécessaire, au fur et à mesure que les communautés s'efforceront de surmonter les traumatismes qui ont marqué leur histoire et leurs relations, et au fur et à mesure que s'accomplira le processus de guérison.
2. SAC doit savoir ce qu'il cherche à atteindre en soutenant les Premières Nations par le biais de subventions, de négociations et d'établissement de relations, afin que les communautés puissent planifier et ajuster les politiques, etc. pour s'assurer qu'elles sont prêtes à être mises en œuvre et être capables de faire des prévisions.
3. L'une des raisons d'être des rassemblements (comme le nôtre) est de nous permettre d'« apprendre » à connaître les systèmes des autres et les réussites des autres Premières Nations. Les présentations de la journée ont mis en évidence la nécessité de trouver un mentor des Premières Nations qui puisse nous aider à avancer.

Salutations et mot de bienvenue de la seconde journée

Conférenciers

- *Elder Darlene McIntosh, Première Nation de Lheidli T'enneh*
- *Harold Tarbell, modérateur*
- *Jessie Hemphill, modératrice*

Ce qui a été entendu

Le rassemblement a débuté par un moment de silence en hommage aux tombes anonymes situées sur le site de l'ancien pensionnat indien de Kamloops et à tous les enfants autochtones qui ne sont jamais rentrés chez eux, ainsi qu'aux survivants, aux familles et aux communautés qui vivent la tragédie persistante de l'héritage du système des pensionnats indiens partout au Canada. L'Aînée Darlene McIntosh de la Première Nation Lheidli T'enneh a ensuite prononcé une prière d'ouverture.

Séance

Séance d'information sur le Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations (SFPPN)

Conférenciers



*Tania Brewer, administratrice en chef
Première Nation de Yaq̓it ʔa-knuq̓i 'it*



*Barbara (« Babs ») Stevens, administratrice en chef, Conseil de
bande de Skidegate*



Conseiller George Chaffee, Première Nation de Kwikwetlem



*Jehan Casey, directrice, Secrétariat de la fonction publique des
Premières Nations, modératrice*

Ce qui a été entendu

Jehan Casey, directeur du SFPPN, a présenté le mandat de l'organisation, ses principales activités et ses programmes. Il a évoqué le partenariat avec le gouvernement du Canada, en particulier avec les 17 ministères fédéraux (présents dans la région de la Colombie-Britannique) qui ont signé le protocole d'entente (PE) avec le SFPPN. Jehan Casey a ensuite abordé les plans prévus par le SFPPN pour soutenir

les Premières Nations de la Colombie-Britannique par le biais de diverses initiatives de renforcement des capacités.

Le conseiller George Chaffee, de la Première Nation de Kwikwetlem, a présenté la Première Nation et a expliqué l'importance de miser sur un personnel qui comprend la Première Nation et les raisons pour lesquelles il fait ce qu'il fait. Parmi les exemples de moyens pouvant être mis en œuvre pour investir dans le personnel, il a mentionné les entretiens avec les Aînés, les visites sur le terrain et la formation à la gouvernance des Premières Nations.

Le conseiller Chaffee a souligné la nécessité de séparer les rôles du chef et du Conseil des rôles de l'administration, et la nécessité pour les administrateurs de comprendre leur rôle lorsqu'ils traitent avec les membres de la communauté. Le conseiller a notamment suggéré d'établir un contrat avec les nouveaux employés garantissant qu'ils travailleront pour la Première Nation pendant une période déterminée, de sorte que tant le membre du personnel que la Première Nation bénéficient de la formation et du soutien offerts.

« J'ai eu la chance d'avoir pu compter sur des Aînés d'autres nations qui sont venus aider la mienne [...] Je comprends à quel point il est important d'utiliser le souffle de notre communauté pour changer [...] nos Aînés ont un très grand souffle [...] » – conseiller George Chaffee

Tania Brewer, administratrice en chef de la Première Nation de Yaq̓it ᑭa-knuq̓i'it, et Barbara Stevens, administratrice en chef du conseil de bande de Skidegate, sont membres du Comité consultatif des administrateurs de bande (CCAB) du SFPPN.

Barbara Stevens a déclaré que le CCAB et le SFPPN reconnaissent que les administrateurs sont essentiels au bon fonctionnement du conseil et de l'administration. Les administrations des bandes, en partenariat avec le SFPPN, devraient servir de « centre de conservation des politiques, des procédures et des descriptions de poste » pour que tous les administrateurs de bandes puissent les partager et y avoir accès. Barbara Stevens a insisté sur le fait que les membres du SFPPN et du CCAB « se réunissent, unissent leurs esprits et parlent de ce qui est nécessaire dans nos communautés et pour la gouvernance ».

Tania Brewer a souligné la difficulté de trouver des administrateurs de bande qui restent en poste et assurent la continuité et la cohérence au sein de l'administration. En outre, elle a expliqué que le SFPPN fournit des ressources, des réseaux et des informations utiles. Tania Brewer a indiqué qu'elle s'est sentie renforcée par les réunions et les membres du CCAB, et qu'elle aurait aimé connaître cette ressource plus tôt, lors de son entrée en fonction huit ans auparavant. De plus, Tania Brewer a réfléchi à l'importance pour les membres du personnel administratif de la bande de reconnaître les Premières Nations, les terres et les peuples lorsqu'ils « entrent dans la maison » pour travailler.

« Nous n'avons pas besoin de réinventer la roue. Nous pouvons nous inspirer des expériences des autres Premières Nations et apprendre de ces défis pour faire avancer nos communautés. » – Tania Brewer

Recommandations :

1. SAC doit aider les Premières Nations à créer leurs propres lois et systèmes de gouvernance et se débarrasser de la *Loi sur les Indiens*. Ils doivent entendre la voix des communautés.
2. SAC doit aider les Premières Nations à établir des budgets qui répondent aux besoins de la communauté et qui permettent d'augmenter les fonds pour verser aux membres du personnel les salaires qu'ils méritent.
3. SAC pourrait rétablir le programme de planification dirigé par la communauté (Community Lead Planning program) qui « remet entre les mains de la communauté les forces et le pouvoir de décision ».

Séance

Séance sur le développement professionnel et institutionnel (DPI)

Conférenciers



Collette Sunday, administratrice de bande, bande d'Upper Nicola



Norine Messer, coordonnatrice du renforcement des capacités, Première Nation de Tla-o-qui-aht



Carina Chow, gestionnaire, Gouvernance et développement des capacités, Services aux Autochtones Canada, région de la C.-B.

Ce qui a été entendu

Cette séance a permis aux participants d'obtenir une mise à jour de la part de la région de la Colombie-Britannique de SAC sur le programme de DPI, sur la façon dont les projets de renforcement des capacités sont soutenus, sur les projets habituellement financés et sur les pratiques exemplaires pour l'avenir. Cette séance a donné l'occasion à deux représentants des Premières Nations de faire part de leur expérience des projets de DPI, en soulignant les stratégies qu'ils ont adoptées pour renforcer les capacités de leurs communautés.

Carina Chow, gestionnaire de la gouvernance et du développement des capacités à SAC, a d'abord présenté le programme de DPI, en soulignant les types de projets soutenus (visant à soutenir la capacité

des communautés à remplir les fonctions essentielles de gouvernance), les conditions d'admissibilité et le cycle annuel du programme. En outre, l'importance de décrire les fonctions essentielles de gouvernance dont relève le projet et de faire le lien entre le projet et ses activités, objectifs et résultats dans la proposition a été soulignée. Carina Chow a reconnu que le budget consacré au DPI est limité et a recommandé aux communautés de travailler en étroite collaboration avec leur agent des services de financement (ASF), leur agent de gouvernance et leur agent chargé des initiatives communautaires afin de déterminer les priorités en matière de soutien. La présentation s'est terminée par la mise en évidence des tendances récentes des projets financés de DPI, notamment les projets informatiques, les plans stratégiques, l'élaboration du code électoral, la formation financière et l'élaboration de la politique des RH.

Collette Sunday, administratrice de la bande d'Upper Nicola, a évoqué l'importance du financement du DPI, en faisant remarquer que « si nous voulons soutenir les dirigeants de notre Première Nation et, surtout, notre peuple pour qu'il devienne autonome, nous allons avoir besoin d'une fonction publique forte [...] qui puisse fournir non seulement des programmes et des services, mais aussi davantage, pour que nous puissions nous concentrer sur les priorités stratégiques de notre communauté ». L'un des objectifs était de construire une base solide pour l'administration de la bande et, dans cette optique, Collette Sunday a évoqué un plan de développement des capacités qui reflétait les besoins identifiés par la communauté en matière de renforcement des capacités. Les projets découlant du plan de développement des capacités comprenaient une trousse d'orientation des dirigeants, un examen des plans communautaires, la prestation d'ateliers sur la gouvernance traditionnelle à la communauté et aux dirigeants, une formation en gestion financière, plusieurs initiatives en matière de ressources humaines et la mise à niveau de l'infrastructure informatique. Collette Sunday a suggéré d'avancer par étapes en « [...] déterminant les éléments dont vous avez besoin en premier lieu, puis en établissant un dossier pour que votre Conseil détermine que vous avez besoin de financement pour ces fonctions ». En outre, il a été noté que [l'outil de planification du développement des capacités](#), bien que chronophage, était utile pour repérer les lacunes dans les capacités administratives. Collette Sunday a conclu en soulignant la nécessité d'une « source unique d'information » (comme l'ancien réseau de connaissances, le Knowledge Network) pour toutes les Premières Nations, afin de « ne pas réinventer sans cesse la roue ».

« Travaillons ensemble, aidons-nous les uns les autres et nous serons tous mieux lotis parce que nous avons chacun été à la place de l'autre. »

– Collette Sunday

Norine Messer, coordinatrice du renforcement des capacités de la Première Nation de Tla-o-qui-aht, a expliqué que la communauté a utilisé le financement du programme de DPI pour définir des objectifs à long terme favorisant l'autodétermination et l'autogouvernance, et que l'établissement d'objectifs l'a aidée à obtenir des fonds pour élaborer des programmes de formation et établir des partenariats (y compris des partenaires de financement et de formation) pour atteindre ces objectifs. Parmi les exemples de plans financés par le programme de DPI, citons le plan de transition du Conseil (la durée des mandats du Conseil venait alors d'être portée à quatre ans), un plan communautaire global à long terme (y compris un plan de travail quinquennal pour le Conseil), un plan de code électoral, un plan de gestion financière et un plan de sécurité communautaire. Norine Messer a donné l'exemple de l'objectif de revitalisation de la culture et de la langue, et de la façon dont cela a conduit à la création d'un programme linguistique doté d'une équipe linguistique qui dispense plusieurs cours. De même, il a été

indiqué que le financement du programme de DPI a permis d'avancer sur les objectifs de gouvernance et de soutenir le leadership, et que le programme a été jugé suffisamment souple.

« N'oubliez pas de vous concentrer sur les forces et les connaissances de la communauté – les forces culturelles, les forces de l'équipe, les forces de leadership et les voix de la communauté – qui pourront vous aider à renforcer vos capacités. »

Recommandations

- Créer un réseau de connaissances (ou une plateforme) pour les Premières Nations de la Colombie-Britannique où celles-ci peuvent échanger des politiques, des procédures, des ressources et des formations afin d'apprendre les unes des autres, se soutenir mutuellement et s'appuyer collectivement sur tout le travail en cours dans les communautés.
- Organiser des séances de suivi (comme celle-ci) où les gens pourraient faire part de leurs pratiques exemplaires d'une manière ciblée.
- Organiser des réunions avec les administrateurs des bandes et SAC pour discuter de la façon dont SAC peut mieux administrer le programme de DPI.

Séance

Réseautage informel

- *Jessie Hemphill, modératrice*

Des représentants de SAC de divers domaines de programme étaient présents pour répondre aux questions des participants. Un large éventail de sujets a été abordé :

- Comment mieux soutenir Kamloops et offrir des services de sensibilisation aux survivants?
- Comment réduire le temps nécessaire à l'obtention du certificat de statut d'indien?
- Comment mieux aider les élèves ayant des besoins spéciaux?
- Comment fournir un financement plus important aux enfants pris en charge?
- Comment offrir une meilleure éducation aux élèves vivant dans les réserves et hors réserve?
- Comment améliorer la communication et les services liés à la subvention de 10 ans?
- Comment s'assurer que les policiers reçoivent une formation interculturelle?
- Comment être plus efficace dans l'attribution des fonds?

Séance

Séance d'information sur le Fonds de soutien aux communautés autochtones

Conférenciers



Vern Bob, gestionnaire par intérim, Opérations des services de financement, Services aux Autochtones Canada, région de la C.-B.



Luc Millaire, gestionnaire, services des ressources, Services aux Autochtones Canada, région de la C.-B.

Ce qui a été entendu

Cette séance a été organisée pour répondre aux questions sur le Fonds de soutien aux communautés autochtones (FSCA)/demandes de financement fondées sur les besoins. Luc Millaire, directeur des services de ressources à SAC, a présenté des informations sommaires et une mise à jour concernant le FSCA. Il a présenté des informations sur les activités qui ont été généralement financées, les montants du financement, le processus de demande de financement (avec des détails sur la proposition elle-même), l'examen des demandes par SAC, la façon dont les montants approuvés ont été fixés, le processus de production de rapports et la différence entre le financement accordé aux membres dans les réserves et le financement accordé aux membres hors réserve. Il a également été indiqué que les communautés des Premières Nations avaient la possibilité de déterminer comment utiliser les allocations directes et pouvaient soutenir les membres hors réserve grâce à ce financement. SAC a également envisagé d'utiliser les allocations directes pour soutenir les membres et les activités hors réserve.

Les questions qui ont été abordées sont les suivantes :

- Comment les dépenses pourraient-elles être financées rétroactivement (au cours de cet exercice et des exercices précédents) et quel serait le délai d'exécution du remboursement?
- Comment la proposition fondée sur les besoins peut-elle être utilisée pour couvrir les déficits de financement?
- Sur le formulaire de proposition, à la rubrique « Partenaires », comment les Premières Nations ont-elles établi des partenariats ou reçu d'autres financements gouvernementaux?
- Comment le financement peut-il être attribué à tous ceux qui vivent dans la réserve (même s'ils ne sont pas de la Première Nation)?
- Quelles difficultés les communautés ont-elles rencontrées pour faire connaître aux membres hors réserve les aides financières prévues en raison de la pandémie de COVID-19?
- En quoi diffère le processus de demande et d'allocation pour les organisations des Premières Nations de celui destiné aux Premières Nations elles-mêmes?

« Plus d'une voix s'est élevée pour dire qu'une grande partie des fonds tels que ceux prévus pour faire face à la pandémie de COVID-19 n'a pas atteint sa cible. Il est nécessaire d'offrir une réparation aux communautés qui en ont le plus besoin et qui n'ont pas bénéficié de ces fonds en période de pandémie. » – Commentaire d'évaluation d'un participant à la séance

« Comment les membres peuvent-ils poser des questions à leur bureau/C et C sur les fonds entrants d'une manière qui permette à SAC de prendre conscience du nombre de communautés auxquelles il manque des fonds? » - Commentaire d'évaluation d'un participant à la séance

Bilan du rassemblement et commentaires finaux

Conférenciers



Kukpi7 Judy Wilson, secrétaire-trésorière de l'Union of BC Indian Chiefs (Union des chefs indiens de la C.-B.)



*Angela Bate, directrice générale
Traités et gouvernement autochtone, Négociations Ouest,
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada*



*Bill Guerin, directeur général régional par intérim
Services aux Autochtones Canada, région de la C.-B.*

Ce qui a été entendu

Des remerciements ont été adressés aux Aînés, aux conférenciers, aux modérateurs, aux participants, aux bénévoles et aux membres du personnel du SFPPN pour l'organisation et la participation à ce rassemblement.

Points saillants de l'évaluation

Les commentaires des participants sur *La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sǰəǰip ct* ont été recueillis tout au long des deux journées par le biais de sondages réalisés pour chaque séance, qui ont été diffusés après chaque séance plénière ou séance en petits groupes. Les points saillants de ces commentaires sont présentés ci-dessous.

Commentaires généraux

Dans l'ensemble, les commentaires des répondants ont été positifs, et comprenaient des commentaires et des suggestions utiles pour chaque séance.

Les commentaires généraux formulés à propos des séances comprenaient les suggestions suivantes :

- Accorder davantage de temps pour les périodes de questions et réponses pendant toutes les séances (plénières et en petits groupes).
- Développer des liens plus forts entre les panélistes.
- Des informations et des ressources supplémentaires, telles que des pages uniques, des liens ou d'autres documents, pourraient être fournies par SAC avant ou pendant les séances sur des sujets tels que les programmes de financement disponibles, les processus de financement et de prise de décision, et les changements pertinents de politique et de personnel pour aider à éclairer les participants.

En réponse aux commentaires des participants lors du rassemblement tenu en mars 2021, les recommandations suivantes ont été mises en œuvre dans le cadre du rassemblement tenu en juin 2021 :

- Les périodes de questions et réponses ont été étendues, mais il est recommandé de consacrer plus de temps lors de futurs événements virtuels ou en personne de *La Rencontre, kexwkexwntsút chet, tə sǰəǰip ct*.
- Les participants ont eu accès à une salle de réseautage sur la plateforme Zoom, où ils pouvaient se rencontrer dans un cadre informel.
- Les séances de juin ont été raccourcies à deux demi-journées pour éviter la lassitude des participants sur Zoom.

Conclusion et prochaines étapes

Les Premières Nations ont toujours affirmé l'importance que les communautés communiquent leurs réussites et leurs défis. Le programme des prochaines éditions de *La Rencontre, kexwkexwntsút chet, tǎ sǎǎǎip ct* continuera d'intégrer des suggestions et des recommandations qui répondent aux besoins des communautés des Premières Nations et qui sont pertinentes pour ces dernières.

Si vous avez des suggestions qui permettraient d'améliorer et de renforcer le dialogue, la mobilisation et le réseautage dans le cadre de *La Rencontre, kexwkexwntsút chet, tǎ sǎǎǎip ct*, veuillez les faire parvenir par courriel à l'adresse ourgathering@sac-isc.gc.ca.

Annexe A : Trousse d'information et ordre du jour pour les délégués

La trousse d'information pour les délégués et l'ordre du jour de *La Rencontre* des 23 et 24 juin étaient disponibles pour tous les participants sur le [site Web du SFPPN](#).